

## Le Groupe spécialisé en violence intrafamiliale d'ASC InSieme

Entretien avec deux figures d'ASC InSieme : des pratiques  
féministes de service social



### PROPOS RECUEILLIS PAR :

**Carola Togni**  
professeure ordinaire HETSL

### PERSONNES INTERVIEWÉES :

**Letizia Lambertini**  
référente technique du bureau de  
l'égalité de ASC InSieme

**Cristina Vignali**  
responsable du service social de ASC  
InSieme

## **WORKING PAPER DU LARESS N° 7**

---

Publié par le Laboratoire de recherche santé-social (LaReSS) de la Haute école de travail social et de la santé Lausanne

## **POUR CITER CE NUMERO (APA 7)**

---

Togni, C., Lambertini, L. & Vignali, C. (2025). Le Groupe spécialisé en violence intrafamiliale d'ASC InSieme. Entretien avec deux figures d'ASC InSieme : des pratiques féministes de travail social. *Working Paper du LaReSS, 7*.

## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>Entretien avec Cristina Vignali et Letizia Lambertini .....</b>	<b>6</b>
<b>3</b>	<b>Références .....</b>	<b>19</b>

# 1 INTRODUCTION

Le Groupe spécialisé en violence intrafamiliale est né à Bologne en 2015. Une quinzaine de travailleuses sociales (assistantes sociales, éducatrices, responsables égalité des chances, médiatrices culturelles et linguistiques) de l'organisme ASC InSieme – une entreprise publique qui gère les services sociaux pour plusieurs communes de la région métropolitaine de Bologne<sup>1</sup> – ont décidé de se former sur le problème de la violence masculine contre les femmes, avec « l'objectif de la reconnaître, de la nommer et d'augmenter leurs compétences d'intervention » (Lambertini, 2023, p. 14). En mobilisant des théories et des pratiques féministes, les membres du groupe ont développé une nouvelle perspective personnelle et professionnelle, qui attribue cette violence au système patriarcal. Elles ont également élaboré des pratiques féministes de travail social visant à écouter et soutenir davantage les femmes, et à rendre les hommes responsables de la violence qu'ils exercent. En partant de la discussion d'exemples concrets, le groupe a élaboré divers outils pour favoriser une nouvelle manière de travailler, avec une perspective féministe. Parmi ceux-ci : des fiches pour guider l'intervention des travailleurs et travailleuses sociales, quatre films de vulgarisation<sup>2</sup>, l'animation de diverses formations destinées aux futur-es professionnel-les et la publication de deux livres. Le Groupe affirme la nécessité de pratiques féministes qui remettent au centre le travail de *care*<sup>3</sup>, basé sur la valeur de l'interdépendance ainsi que l'attention portée aux relations de qualité, plutôt que sur l'individualisme et la compétition typiques du modèle néolibéral. Il s'agit d'un groupe de professionnelles avec un fort engagement militant, qui revendiquent la dimension politique de leur projet : pour la défense et le soutien des femmes qui s'adressent à elles, la reconnaissance et la valorisation de leur profession et la promotion d'un autre modèle de société.

Dans cet entretien, deux membres du groupe, Letizia Lambertini et Cristina Vignali, ont accepté de revenir sur certaines étapes de leur parcours et d'évoquer les objectifs, réussites, difficultés et stratégies. Cristina Vignali détient une longue expérience en tant qu'assistante sociale. Depuis 2010, elle travaille chez ASC InSieme en tant que responsable du service social et des activités transversales liées à l'enfance et aux familles. Letizia Lambertini est spécialisée en études genre, égalité des chances et pratiques pédagogiques, elle a mené plusieurs recherches, développé des projets et des politiques d'égalité dans différents contextes. De 2012 à 2021, elle a été référente technique du bureau de l'égalité des chances d'ASC InSieme, où elle a contribué avec Cristina et d'autres collègues à la création du Groupe.

---

<sup>1</sup> ASC InSieme (Azienda Servizi per la Cittadinanza) [www.ascinsieme.it](http://www.ascinsieme.it)

<sup>2</sup> *Donne in-viola. Quattro microvideo contro la violenza*, 2021. Disponible sur Youtube.

<sup>3</sup> Le terme italien de *cura*, utilisé par le groupe, a été traduit par celui anglais de *care*, qui paraît bien correspondre à l'approche en lien avec les analyses féministes du travail et de l'éthique du *care*.

Je les remercie pour l'intérêt qu'elles ont accordé à ce dialogue<sup>4</sup>. Ce texte a été relu et discuté au sein du Groupe, qui place le travail collectif de réflexion au cœur de ses pratiques.

---

<sup>4</sup> Cet entretien est le résultat d'une rencontre dans le cadre d'un séminaire sur Service social et violence de genre, qui a eu lieu à l'Université de Bologne durant le semestre de printemps 2024, animé par Letizia Lambertini, avec la participation d'autres membres du Groupe spécialisé : Lucia Mancini, Elisa Tesei, Maria Carmela Ferraro, Vanessa Carolingi, Michela Baruzzi, Martina Amenta. Un remerciement à la Professeure Francesca Mantovani pour l'accueil et l'invitation à participer à ce séminaire. Un remerciement à Séverine Holdener pour la relecture et travail d'édition. Une version plus brève de cet entretien est publiée dans la revue *Nouvelles Questions féministes* (2025, N° 44/1).

## 2 ENTRETIEN AVEC CRISTINA VIGNALI ET LETIZIA LAMBERTINI

*Merci d'avoir accepté de partager l'expérience de votre Groupe spécialisé en violence intrafamiliale. Je vous propose de commencer par vous présenter.*

**Cristina :** Je m'appelle Cristina Vignali, je suis assistante sociale de formation, actuellement responsable du service social chez ASC InSieme, une entreprise qui depuis 2010 s'occupe du service social pour une union de cinq communes. J'ai été assistante sociale pendant de nombreuses années dans divers domaines. Nous opérons par catégories de public : personnes âgées, adultes, personnes handicapées, familles et mineur·es. Nous avons également une intervention transversale liée à la thématique du logement et de la pauvreté. En 2001, j'ai commencé à être responsable du secteur mineur·es et familles, et je me suis spécialisée dans ce domaine. Ensuite, avec Letizia, que je connais depuis longtemps, j'ai travaillé sur les thèmes de l'égalité des chances et en particulier sur cette expérience du Groupe spécialisé en violence intrafamiliale dont je suis la coordinatrice. Letizia reste une référence sur ces thématiques.

**Letizia :** J'ai une formation en histoire et anthropologie, acquise lors d'un cursus en histoire contemporaine à l'Université de Bologne. C'est dans ce cursus que j'ai découvert pour la première fois l'histoire des femmes. J'ai rédigé une thèse en histoire de l'Église, approfondissant le thème du divorce et de l'avortement et leur perception dans un pays catholique. Par la suite, je me suis spécialisée en études de genre et études féministes à l'Université de Sienne. J'ai obtenu mon diplôme en 1992, neuf jours après la naissance de ma troisième fille. Donc pendant mes études universitaires, j'avais aussi un important engagement de maternité – même si partagé avec mon mari – en plus de travailler pour une maison d'édition. Après l'université, j'ai commencé à travailler dans le domaine de l'égalité des chances. Juste après l'obtention de mon diplôme, on m'a appelée dans une petite commune pour insérer dans une base de données les données d'une recherche sur la population féminine de ce territoire. Dans le cadre d'un programme *Retravailler*<sup>5</sup>, des données relatives à l'emploi et au chômage des femmes avaient été collectées. En insérant ces données, j'ai commencé à imaginer leur utilisation. La première idée qui m'est venue à l'esprit était une idée de recherche, c'est-à-dire comprendre si les profils de ces femmes – qui avaient une quarantaine d'années – correspondaient aux attentes qu'on avait d'elles durant leur enfance ou si au contraire elles s'en étaient éloignées. L'idée était de s'intéresser aux processus d'éducation et de formation au genre, même si je ne l'aurais pas appelé ainsi à l'époque. J'ai monté un projet, qui a été approuvé et soutenu par le service social de cette petite commune, qui s'appelait *Alla scoperta della differenza* et qui avait – au sens littéral du terme – l'intention d'explorer les articulations d'une différence encore très sous-estimée. J'ai constitué une équipe

---

<sup>5</sup> *Retravailler* est un projet initié dans les années 1970 par la sociologue française Evelyne Sullerot pour développer des études et des méthodologies afin d'accompagner les femmes souhaitant reprendre une activité professionnelle.

interdisciplinaire : moi avec ma formation en histoire et anthropologie, puis une pédagogue, un économiste, une théologienne, une chorégraphe, des opératrices et opérateurs environnementaux et théâtraux, des psychologues et psychothérapeutes, parmi lesquel·les mon mari, Gabriele Pinto, qui a toujours accompagné mon parcours de recherche, d'étude, d'innovation, me soutenant dans l'évolution pas facile au sein des institutions. Nous avons travaillé sur ce projet pendant treize ans, avec pour objectif de faire de la recherche, en partant du monde de l'école, mais aussi de produire de nouveaux modèles éducatifs pour une éducation à la liberté intégrant explicitement une perspective de genre. Notre région a reconnu la valeur préventive de ce projet par rapport à la violence masculine contre les femmes et nous a demandé de réaliser un outil de formation liant la question de l'éducation au genre à celle de la violence masculine envers les femmes. Cette impulsion a conduit à la rencontre et à la collaboration avec le réseau régional des centres antiviolence et à l'élaboration de *La casa sul filo*, un outil pour l'éducation au genre encore actif et constamment mis à jour<sup>6</sup>. C'est dans ce contexte que j'ai décidé d'approfondir ma formation féministe avec un master en études genre, égalité des chances et pratiques éducatives à l'Université de Sienne en 2002-2003. Donc ma formation est un peu celle-ci : elle entrelace un grand travail sur le terrain, un travail anthropologique, donc de recherche, et une activité continue d'étude, d'autoformation et de formation. À la première commune de Monteveglio, qui avait soutenu le projet *Alla scoperta della differenza*, se sont ajoutés au fil du temps huit autres communes donnant naissance à une expérience de politiques de l'égalité des chances à l'échelle du district : la Commission *Pari Opportunità Mosaico*<sup>7</sup>. J'ai été la coordinatrice technique de la Commission *Pari Opportunità Mosaico* de 1993 à 2021, contribuant, sur les plans administratif et de contenu, à transférer cette expérience au sein d'ASC InSieme lors de sa constitution et je suis devenue, pour cette raison, référente de l'office de l'égalité des chances de 2011 à 2021. Au sein d'ASC InSieme, j'ai retrouvé Cristina, que j'avais connue sur le territoire du district bien avant la naissance d'ASC InSieme.

*Merci pour la présentation de vos parcours, qui apportent déjà de nombreux éléments pour comprendre le contexte, les dynamiques et les initiatives individuelles et institutionnelles ayant permis la création du Groupe spécialisé en violence intrafamiliale. Pourriez-vous revenir plus spécifiquement sur le contexte et les raisons de sa constitution ?*

**Letizia** : En 2015, le principal centre antiviolence de Bologne, la *Casa delle donne per non subire violenza*<sup>8</sup>, a organisé, en coordination avec Cristina et moi-même, une réunion à laquelle ont participé environ 70 employé·es d'ASC InSieme, parmi lesquel·les de nombreuses

<sup>6</sup> <https://lacasasulfilo.ascinsieme.it/>

<sup>7</sup> <https://www.ascinsieme.it/index.php/content/view/n44d53ffdz/commissione-mosaico>

<sup>8</sup> La *Casa delle donne per non subire violenza* est une association fondée en 1990 par des féministes pour offrir refuge et assistance aux femmes victimes de violence. Il s'agit du premier centre antiviolence établi à Bologne et l'un des premiers en Italie. [www.casadonne.it](http://www.casadonne.it).

assistantes sociales<sup>9</sup>. L'objectif de la rencontre était de présenter le projet de création d'un centre pour hommes auteurs de violence, en collaboration avec l'association *Senza violenza*<sup>10</sup>. Lors de cette rencontre, nous avons pris conscience de la nécessité de promouvoir une formation plus structurée sur la question de la violence masculine envers les femmes, en particulier sur la responsabilité des hommes.

En effet, lors de cette rencontre, les considérations de plusieurs employé-es du service social nous ont préoccupées. En particulier, il ressortait une attitude de jugement à l'égard des victimes, et une référence répétée à leur coresponsabilité. Dans l'interprétation des situations examinées, on cherchait à comprendre pourquoi il y avait eu violence, ce que la femme avait fait, quelle était son attitude, plutôt qu'à reconnaître qu'il y avait eu violence. Une vision qui empêchait d'envisager la violence dans son inacceptabilité.

Une autre considération alarmante était celle de l'impartialité, c'est-à-dire la nécessité d'être neutre face aux points de vue respectifs des femmes et des hommes en les confrontant, éventuellement par l'écoute de l'un et de l'autre. Les enjeux de la sécurité de la femme, l'urgence d'assurer des conditions de protection et d'accueil, une écoute attentive et empathique, apparaissaient comme des questions secondaires. Reconnaître que les femmes peuvent être victimes de violence semblait constituer une peur profonde dans ces échanges. Cette difficulté se traduisait par l'utilisation du concept de coresponsabilité, mais qui semblait reposer sur quelque chose de plus profond, presque comme si, pour plusieurs des travailleuses sociales présentes – majoritairement des femmes –, il était difficile d'accueillir une autre femme ayant subi de la violence. Cette difficulté était d'autant plus évidente que certaines travailleuses sociales voulaient parler de la violence en général et ne comprenaient pas pourquoi on avait décidé de parler spécifiquement de la violence masculine contre les femmes. Nommer les hommes comme auteurs de cette violence créait des blocages.

Ces positions et résistances nous inquiétaient quant au type d'accueil et d'écoute que pourraient recevoir les femmes victimes de violence qui s'adressaient à notre service. Nous avons de sérieux doutes sur la capacité des professionnel·les à lire les signaux nécessaires pour reconnaître la violence, poser les questions appropriées pour que les femmes se sentent libres de parler et soient comprises, et que la question des responsabilités soit posée aux hommes. Il était évident pour nous qu'il était nécessaire de travailler sur ces thématiques, tant au niveau professionnel que personnel.

---

<sup>9</sup> L'entreprise compte environ une centaine de professionnelles (principalement des femmes) : assistantes sociales, éducatrices spécialisées, auxiliaires de vie sociale, et employées administratives.

<sup>10</sup> Senza violenza est une association créée en 2013 avec l'objectif d'aborder la question de la responsabilité masculine dans la violence à l'encontre des femmes. Depuis 2017, elle gère un centre de prise en charge d'hommes auteurs de violence. [www.senzaviolenza.it](http://www.senzaviolenza.it)



*Au moment de l'organisation de cette rencontre, vous êtes donc déjà un petit groupe actif sur les questions de genre au sein de l'entreprise ASC InSieme ?*

**Letizia :** Lorsque ASC InSieme a été créée en 2010 – à l'initiative des neuf communes qui constituent ce vaste territoire, aujourd'hui appelé Union Valli del Reno, Lavino e Samoggia – le bureau pour l'égalité des chances de la Commission *Pari Opportunità Mosaico*, dont j'étais responsable depuis 1993, est devenu une partie intégrante de l'organisation et je suis devenue la consultante experte sur ces questions. Les deux autres personnes travaillant avec moi dans ce bureau (une médiatrice culturelle et linguistique d'origine marocaine et une experte en problèmes de handicap sévère et d'assistance à domicile) ont également été intégrées au sein d'ASC InSieme. Les questions d'égalité des chances ont été présentées comme transversales et nous avons été reconnues pour notre contribution en termes de contenus, de projets spécifiques que nous avons développés précédemment, et de collaborations avec diverses entités, parmi lesquelles les centres de lutte contre la violence avec lesquels nous avons collaboré dans le cadre du travail de prévention par l'éducation au genre.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un projet – RADICE *Rafforzare l'Autonomia delle Donne, Implementare i Centri di semiautonomia* [Renforcer l'Autonomie des Femmes, Implémenter les Centres de semi-autonomie] – promu par la *Casa delle donne per non subire violenza* en partenariat avec l'association *Senza Violenza*, avec ASC InSieme et avec les services sociaux de la Ville de Bologne. Le projet incluait l'ouverture à Bologne d'un centre pour hommes auteurs de violence. En lien avec cette action, *Casa delle donne per non subire violenza* et *Senza Violenza* demandent à ASC InSieme d'organiser une rencontre pour présenter le parcours d'élaboration du projet et les modalités d'accès au centre.

*Merci, je comprends mieux les dynamiques internes et externes qui conduisent à organiser cette rencontre. Vous arrivez donc à la conclusion qu'il est urgent d'organiser une formation sur la question de la violence contre les femmes, dans une perspective de genre.*

**Cristina :** Après cette rencontre, certaines d'entre nous, celles les plus ouvertes et sensibles à ces questions, décident de prendre du temps pour réfléchir à ce qui a émergé. Personnellement, les interventions de certaines collègues m'ont préoccupée : car ce sont des idées qui se traduisent ensuite opérationnellement dans l'activité quotidienne. Cela a été, oserais-je dire, un électrochoc. Ainsi, certaines d'entre nous décident de faire une pause et de réfléchir à ce qui s'est passé et à ce qu'il était possible de faire pour contrer, dans le travail quotidien, le phénomène de la violence masculine envers les femmes. Nous décidons de former un groupe. Une quinzaine de collègues répondent à notre appel, déterminées à se former et à se spécialiser sur ces questions. C'est ainsi qu'est né le Groupe spécialisé sur la violence intrafamiliale. Entre-temps, certaines sont parties, d'autres nous ont rejoint, et actuellement le groupe est composé de dix-huit personnes.

*Vous allez donc chercher les outils d'analyse et de compréhension de ce phénomène dans la théorie féministe ?*

**Letizia :** Disons que j'avais déjà cette arrière-pensée. Seulement, le référentiel du féminisme n'était pas encore explicite et n'était pas explicitable au début. Nous avons cherché une personne susceptible de nous aider dans ce parcours. Nous avons besoin d'une femme qui articulait une vision sur la protection et l'autodétermination des femmes à une vision sur la responsabilité et la responsabilisation des hommes. Nous nous sommes tournées vers Giuditta Creazzo – que je connaissais comme membre historique de la *Casa delle donne per non subire violenza* –, une personne avec beaucoup d'expérience opérationnelle et militante au sein des centres de lutte contre la violence, tant au niveau national qu'international, également fondatrice de l'association *Senza violenza*. La *Casa delle donne per non subire violenza* avait des relations avec les services sociaux de tout le territoire et réalisait déjà des cycles de formation pour ASC InSieme.

Giuditta Creazzo était, selon moi, la personne adéquate pour guider un service social qui, contrairement à un centre de lutte contre la violence, ne pouvait pas se consacrer uniquement aux femmes – et ne souhaitait pas se consacrer uniquement à elles – ou qui, par rapport à un centre pour hommes, ne pouvait ni ne souhaitait se consacrer uniquement aux hommes. Et qui, en s'adressant tant aux femmes qu'aux hommes, risquait facilement d'adopter ces stratégies de médiation que la Convention d'Istanbul exclut expressément pour traiter des situations de violence<sup>11</sup>. Elle était la personne adéquate pour nous aider à réfléchir à la manière de travailler avec les femmes et les hommes en situation de violence, sans les confondre, sans les regrouper, mais en les maintenant également présent-es dans notre réflexion et notre intervention.

**Cristina :** Nous avons commencé par un travail de formation, qui est devenu une formation continue et permanente, intégrant également des moments de supervision spécifique sur des situations suivies. Ce travail nous a permis de nommer la violence, d'adopter un positionnement clair, en plus de la volonté de la combattre. La formation et la supervision nous ont fourni les outils nécessaires pour contrer les interprétations récurrentes qui confondent la violence avec des « situations de conflit » et attribuent, avec une approche systémique<sup>12</sup>, la responsabilité de la violence autant à l'homme qu'à la femme. Souvent, c'est la femme qui se tourne vers le service, et donc la tendance des professionnel·les est de lui attribuer exclusivement les actions à entreprendre pour sortir de la violence. Notre objectif est de dépasser une logique réparatrice du service social et de promouvoir des pratiques transformatrices. Cela passe aussi par l'attribution de la responsabilité de la violence aux hommes qui la commettent, ce qui implique de travailler avec eux.

---

<sup>11</sup> *Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique*, 2011 : <https://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/>.

<sup>12</sup> Cette approche systémique appliquée dans le domaine des violences domestiques envisage la violence non pas comme un acte unilatéral, mais comme le résultat d'une relation dysfonctionnelle au sein du couple, partageant ainsi les responsabilités entre les deux partenaires.

*Dans vos écrits et discours, vous faites explicitement référence aux théories et pratiques féministes, en citant par exemple Audre Lorde, Donna Haraway, Adrienne Rich, Judith Butler et d'autres. Vous affirmez que l'analyse en termes de patriarcat est indispensable pour comprendre la violence contre les femmes et que, pour la combattre, des pratiques féministes sont nécessaires. Cependant, vous mentionnez que cette politisation n'a pas été immédiate. Pouvez-vous revenir sur ce processus ?*

**Letizia :** En tant que chercheuse féministe, j'ai joué un rôle dans l'introduction de ces références, d'un vocabulaire et d'une méthodologie féministes dans le groupe, mais je n'étais pas la seule. D'autres membres du groupe lisaient, et lisent des féministes – certaines avec un engagement féministe – et ont partagé avec moi ce rôle de proposer une perspective totalement différente de celle de l'institution : une perspective révolutionnaire. Cela dit, je pense que la perspective féministe était déjà présente, mais qu'elle n'était pas explicitement nommée. À un moment, certaines d'entre nous se sont engagées pour promouvoir l'utilisation d'un vocabulaire explicitement féministe, afin de nommer des choses reconnaissables, mais qui étaient appelées autrement. Dans ce mouvement, nous nous sommes soutenues mutuellement, avec certaines collègues du groupe et Giuditta Creazzo, qui a supervisé une grande partie de notre formation. Les transformations du langage ont accompagné et reflété un processus de prise de conscience, y compris de notre propre expérience, de notre mode d'être et de notre travail. Nous avons construit un langage commun, en commençant à utiliser des concepts tels que patriarcat, positionnement, féminisme... Cela a représenté une rupture par rapport au vocabulaire du service social : neutre, indifférencié, ambigu. En 2019, au moment de notre première publication (Lambertini, 2019) nous avons stratégiquement profité de l'occasion pour inclure dans la description de notre parcours dix valeurs d'égalité des chances, pour nous essentielles par rapport à l'ancrage féministe<sup>13</sup>. Cet acte a contribué à légitimer ces concepts au sein d'ASC InSieme, à conférer un pouvoir performatif à ces mots, en les enrichissant de citations. Et ces citations ont commencé à être lues et à développer cette posture féministe qui existait déjà – en partie –, mais qui n'avait pas les mots pour se dire. Pour se dire en rapport avec une épistémologie et une généalogie de pensée alternatives au modèle culturel dominant.

*Dans ce processus de transformation, vous soulignez le rôle de la formation, mais aussi de l'autoformation : l'importance de « partir de soi », de partager des expériences personnelles et professionnelles. Quelle a été votre expérience ?*

**Cristina :** Pour moi, cela a été comme un réveil de ma conscience : en tant que femme et donc aussi de qui je suis, dans quelle famille j'ai grandi, où je vis et comment je vis dans le contexte patriarcal actuel. Ce travail de formation a réveillé ma conscience féministe et m'a permis de reconnaître des violences que ma mère a subies, que je n'avais pas reconnues auparavant comme violences. Mon père lui donnait l'argent compté pour les courses, et quand elle

<sup>13</sup> Égalité, Bonheur National Brut, Partir de soi, Participation, Parité, Disparité, Confiance, Pluralité, Positionnement, Capacité.

revenait, il demandait la monnaie, cette monnaie-là [mime d'un geste énergique une main sur l'autre, le visage se rapprochant des mains, soulignant le contrôle intransigeant]. C'est de la violence économique, mais à l'époque, je ne l'aurais jamais pensé. Ce travail a été possible en partant de nous-mêmes et nous a de plus permis, avec les autres collègues, de reconnaître que nous vivons et exerçons notre profession dans une société patriarcale, donc que notre entreprise est aussi patriarcale. Le travail de lutte contre la violence ne se fait donc pas seulement avec les femmes que nous rencontrons, mais aussi avec les collègues, la direction, les politiques.

Le Groupe se forme et se structure en organisant des réunions périodiques de réflexion et de confrontation. La logique était de partir de nous-mêmes, de nous rencontrer en réservant des moments spécifiques même en dehors du contexte de travail. Nous avons réussi à organiser deux journées pendant les heures de travail, dans une ferme-auberge, pour prendre soin de nous, car pour travailler avec des femmes victimes de violence, pour faire un bon travail de *care*, il est aussi nécessaire de s'occuper de nous-mêmes. Il n'a pas été simple d'obtenir cet espace. Au sein du service, il y a encore aujourd'hui, alors que deux ans se sont écoulés, des commentaires négatifs sur le fait que « vous êtes allées respirer ».

**Letizia :** Cette rencontre de deux jours a été importante. Elle s'est tenue en dehors des bureaux, mais pendant le temps de travail, ce qui est stratégiquement important, car cette opération n'est pas passée inaperçue. Il est vrai qu'ils nous l'ont fait payer – nous avons subi des critiques, encore aujourd'hui, bien que deux ans se soient écoulés –, mais, en même temps, cela a été une expérience qui, justement parce qu'elle a été visibilisée, n'est pas oubliée et sur laquelle il est possible de construire la résistance. Nous avons pu affirmer l'importance de réaliser cette activité sur le temps de travail, car nous considérons que c'est un travail.

*Dans votre livre, vous affirmez la nécessité d'adopter « un "regard strabique" qui doit permettre de tenir ensemble, plutôt que de diviser, voire d'opposer les demandes et les compétences des bénéficiaires et des professionnel·les du service social » (Lambertini, 2023, p. 84). Vous soutenez que l'évaluation de l'impact des services sociaux dans une perspective féministe signifie s'intéresser aux répercussions sur les femmes en termes de « renforcement du bien-être et de leur autodétermination », mais aussi à la « défense de la dignité professionnelle », en valorisant les compétences et en veillant au bien-être des professionnel·les. Cependant, vous identifiez également des tensions, car les intérêts et les préoccupations des travailleuses sociales et des femmes qui se tournent vers le service social avec une demande d'aide ne sont pas toujours en accord.*

**Letizia :** En effet, elles ne le sont jamais. Du moins sur le plan opérationnel du « ici et maintenant », où il y a une femme avec un besoin et une demande d'aide, et une autre femme avec une compétence d'aide. Or, l'intervention doit respecter la disparité des rôles et la responsabilité professionnelle. Ce qui signifie savoir fournir des réponses utiles et efficaces aux demandes d'aide en ayant une claire conscience que c'est la priorité, sans pour autant complètement passer sous silence ses propres questions en tant que travailleuse sociale.

C'est précisément pour cela qu'un regard « strabique » est nécessaire. Le « regard strabique » vise à garder ensemble (plutôt que diviser), car il voit simultanément dans plusieurs directions. Il voit les personnes qui se tournent vers nous avec une demande d'aide, mais aussi si nous, en tant que professionnel·les, sommes ou non en mesure de répondre à cette demande, tant au niveau professionnel que personnel. Ce regard permet également de voir que les femmes arrivant avec un besoin apportent des expériences qui peuvent être des réponses surprises à de profonds questionnements que nous avons en tant que professionnel·les. Travailler avec une perspective féministe implique de maintenir ces deux dimensions ensemble, sorte de concrétisation du slogan « le personnel est politique » des féministes des années 70 pour dire que ce qui arrive à l'une nous concerne toutes.

*Vous défendez l'idée de pratiques féministes qui « mettent au centre le care » en soulignant sa dimension politique, la définissant comme « une pratique qui donne sens et valeur au principe d'interdépendance [...] non seulement entre la personne qui donne et celle qui reçoit le care, mais aussi entre les trois dimensions du care : soi-même, les autres personnes, le monde » (Lambertini, 2023, p. 39)<sup>14</sup>.*

**Letizia :** Oui, le « care » est un grand antagoniste du modèle néolibéral, car il valorise l'interdépendance – certaines féministes disent même la « dépendance » – en opposition à la seule valeur du marché qui résout tout par des transactions de plus en plus aseptiques. Mettre le care au centre ne signifie pas seulement travailler avec cette conscience – l'interdépendance entre les êtres vivants dans un monde qui ne nous appartient pas et qui est plein d'incertitudes – mais aussi valoriser les compétences acquises pour élaborer des pensées et des outils pour transformer le monde. Les livres que nous avons écrits, les rencontres et les formations organisées, sont importants pour nous pour partager ce processus.

*Vous avez décidé de consacrer du temps à l'écriture, à l'organisation et à la réalisation de formations. Quelle importance accordez-vous à ce travail de transmission et de confrontation ? Quels sont les apports, mais aussi les difficultés que vous rencontrez ?*

**Cristina :** Comme l'a dit Letizia, il est crucial que l'expérience du groupe ne reste pas isolée, mais devienne un patrimoine commun. Nous voulions nous faire connaître des nouvelles générations de travailleuses sociales, mais aussi recevoir des *feedbacks* qui nous aident à progresser. La confrontation est importante : les considérations et les observations, mais aussi les questions qui nous sont posées permettent d'avancer dans nos réflexions, ce qui est stimulant. Cependant, obtenir l'accord institutionnel pour ce travail de formation n'est pas facile, car il implique des heures de travail (généralement non rémunérées par les universités ou d'autres institutions pour lesquelles les formations sont organisées) et des frais de déplacement. À chaque fois, nous devons négocier avec notre direction, qui est réticente à reconnaître le temps de travail et le coût financier de cette activité. Il n'a pas été facile non

<sup>14</sup> En référence au Manifeste du Care (The Care Collective), Lambertini, 2023, 39-42.

plus d'obtenir l'autorisation d'utiliser des heures de travail pour les publications, même si elles sont finalement un produit de l'entreprise. Rien n'est donc acquis dans cette activité et rien n'est automatique ; tout est toujours, toujours, toujours à conquérir avec beaucoup de détermination et d'effort. Et c'est pourquoi le Groupe est important.

**Letizia :** Oui, les entraves sont nombreuses. En 2019, une nouvelle directrice est arrivée et a réorganisé tout en supprimant le Bureau de l'égalité des chances, avec lequel je collaborais, sans même me demander ce qui avait été fait ni quelles pouvaient être les perspectives.

Les autres collaboratrices du bureau avaient déjà été affectées à d'autres tâches – je restais seule, avec un contrat de consultante – et la nouvelle directrice l'a rompu. Elle l'a fait en affirmant que rien ne changerait ; elle a réattribué certaines fonctions à d'autres personnes au sein d'ASC InSieme, mais ce n'est pas la même chose que d'avoir un bureau de l'égalité transversal à tous les domaines d'intervention et doté d'une personne entièrement dédiée à cette tâche. Pour moi, cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Malgré trente ans de travail pour l'égalité des chances dans ce territoire – depuis 1993, avec de nombreux projets réalisés, de nombreux résultats d'émancipation des femmes qui y ont participé, de nombreuses expérimentations, publications, et reconnaissances – il était possible qu'une figure technique, avec l'aval du Conseil d'Administration, puisse contourner en un seul geste les orientations politiques élaborées sur une si longue période et par un grand nombre de figures politiques.

Je me trouve donc actuellement en dehors d'ASC InSieme, mais je continue à travailler avec le Groupe. C'est une forme de résistance. Parfois, je retourne à ASC InSieme, grâce à d'autres projets que j'ai essayé d'activer de l'extérieur pour maintenir une dimension de collaboration formalisée, d'autres fois nous nous rencontrons chez moi. Nous organisons des événements pour valoriser nos livres, nos formations, nos ateliers. Nous avons prévu un travail de réflexion autoformatrice sur notre deuxième livre à partir de l'automne, et en octobre nous le présenterons à la Fondation nationale des assistants sociaux qui l'a parrainé. Nous réinventons continuellement comment résister à un système institutionnel qui non seulement ne reconnaît pas ce travail, ne le valorise pas, mais le mine profondément, c'est-à-dire le détruit à travers une série de refus et de demandes de preuves d'efficacité qui sont toujours quantitatives, jamais qualitatives.

**Cristina :** La fermeture du Bureau de l'égalité des chances et le départ de Letizia ont été un moment traumatique pour le Groupe spécialisé. J'ai traversé une crise, du fait de ne pas avoir réussi à obtenir davantage de mon institution. Je pense qu'ensuite avec le temps nous nous sommes adaptées et nous continuons à résister et à collaborer avec Letizia.

*Comment le Groupe est-il organisé aujourd'hui et quel est son rôle au sein d'ASC InSieme ?*

**Cristina :** Nous sommes un groupe de professionnelles spécialisées dans la lutte contre la violence envers les femmes, et continuons à nous spécialiser. L'un de nos rôles est de fournir des consultations à toutes les collègues qui en ont besoin concernant des situations complexes impliquant de la violence. Ainsi, un travailleur ou une travailleuse sociale peut

demander une consultation au groupe en remplissant un formulaire. Le groupe s'organise et certaines participantes fixent un rendez-vous avec ce-tte collègue pour l'accompagner dans la gestion de la situation. À partir de ces suivis, nous avons élaboré des « histoires illustratives » que nous avons incluses dans nos livres. Notre objectif, au-delà de ces consultations, est en effet de semer nos idées auprès du reste du service social. Car, même dans notre entreprise, tout le monde n'adopte pas notre vision et notre manière de nommer et d'aborder la violence.

▮ *Le Groupe est-il souvent sollicité ou est-ce exceptionnel ?*

**Cristina :** Ce n'est pas une exception, mais il n'est pas souvent sollicité. Nous essayons de voir comment davantage diffuser notre expérience. Ces dernières années, nous avons organisé des moments spécifiques, notamment sous forme d'ateliers. Mais nous constatons qu'il y a une résistance parmi les collègues. Il y a la question de la disponibilité pour aborder pleinement les situations et pour prendre le temps de la réflexion, mais il y a aussi des peurs.

▮ *Quelles peurs ?*

**Cristina :** Tout d'abord, celle de se confronter à la violence, et donc de devoir la reconnaître et y faire face. Il s'agit d'une réaction de protection : je ne m'engage pas trop pour me « préserver ». Une fois la situation de violence identifiée, il y a deux tendances chez les professionnel-les du service social. L'une est de « ne pas l'exposer » pour « ne pas s'exposer », en parlant de conflit et en évitant de prendre une position nette vis-à-vis de la victime et de l'auteur. L'autre est de se cacher derrière l'autorité judiciaire, en exécutant ce qui est prescrit, sans se poser la question de comment il serait plus approprié d'intervenir et peut-être de s'opposer à certaines indications de l'autorité judiciaire en en proposant d'autres<sup>15</sup>. Mais cette position est plus inconfortable et fatigante, car elle demande plus de travail.

▮ *Vous disiez que vous devez négocier assez fermement le temps pour la formation, l'autoformation et pour proposer des formations en utilisant des heures de travail.*

**Cristina :** Nous avons un temps limité dédié au Groupe spécialisé, donc nous trouvons de nombreux moments en dehors du temps de travail, où nous parlons de travail en prenant soin de nous. En 2024, nous avons prévu trois journées consacrées à la supervision et d'autres à un travail de réflexion sur notre livre. Chacune de nous est autorisée à consacrer un nombre d'heures de travail délimité pour faire des formations externes à d'autres institutions. Le plus souvent, les institutions externes ne paient rien pour les formations qu'ils nous invitent à donner. Paradoxalement, lorsque nous avons voulu obtenir une reconnaissance financière pour la formation, les procédures administratives étaient tellement complexes, les formalités bureaucratiques, que l'entreprise a dit non ; pour l'instant, nous nous contentons du temps de travail reconnu et peut-être du remboursement des frais de voyage.

---

<sup>15</sup> Parmi les exemple donnés (Lambertini, 2023), figure le refus des assistantes sociales de réaliser des évaluations des compétences parentales des mères – systématiquement demandées par les juges dans des procédures de violence domestique – lorsqu'elles considèrent avoir suffisamment d'éléments pour en attester.

**Letizia** : Le travail de formation réalisé par le Groupe spécialisé est sous-évalué, sous-estimé, et mal rémunéré. C'est un travail dont la valeur politique n'est pas reconnue. Dans un système marchand, la valorisation passe par la rémunération, donc pour être reconnue, il faut la revendiquer, faire reconnaître notre valeur aussi à travers l'élément financier. Un autre exemple est celui des droits d'auteur-e du livre que nous avons publié. ASC InSieme a renoncé aux droits en affirmant que les encaisser était trop complexe. Cela a impliqué de ne pas reconnaître la valeur symbolique d'une telle opération. Cela empêche de montrer que cette opération peut également générer un profit, en quelque sorte en récompensant la communauté. C'est aussi une question de visibilité dans les documents financiers.

*Dans vos interventions, on ressent un engagement politique pour faire face aux résistances. Vous insistez sur l'importance du collectif, en disant que « ce n'est pas un travail que l'on peut faire seule ». Quelles sont alors les stratégies pour résister ? Avec quelles alliances ?*

**Letizia** : Notre livre est publié sous le patronage de la Fondation nationale des assistants sociaux, ce qui a été une opération stratégique pour valoriser et donner de la légitimité à notre travail – tout comme l'autre publication était soutenue par l'Ordre des assistants sociaux de la région Émilie-Romagne. La présidente de la Fondation, Silvana Mordegia, qui est assistante sociale, nous a beaucoup soutenues et il me semble que, dans son encouragement, elle exprime toute la curiosité envers notre expérience, perçue comme une contribution concrète à ce que le Code de déontologie de l'assistant social nomme « valeur politique de la profession ». Il a aussi été très important de construire des relations avec l'université. Francesca Mantovani, responsable de la licence en service social à l'université de Bologne, est une autre alliée stratégique. Elle a permis à notre Groupe d'organiser un atelier sur la violence masculine contre les femmes, qui a été une occasion importante de faire connaître notre travail aux jeunes générations en formation dans les professions du *care*. Nous avons un autre contact en sciences de l'éducation à l'université de Bologne, où nous avons réalisé certaines formations. Nous avons réussi à obtenir l'attention de certaines revues italiennes reconnues – féministes et de travail socio-éducatif – qui ont publié des articles sur notre expérience.

Dans cette phase de limitations des activités du Groupe externe à ASC InSieme, je joue un rôle de pont avec la recherche et de maintien de contacts utiles à notre développement. Le fait de me retrouver complètement hors de l'institution nous ouvre de nouvelles possibilités, car j'ai plus de liberté que celles qui sont à l'intérieur. Nous expérimentons de nouvelles possibilités pour continuer à travailler ensemble, en unissant nos forces, à l'intérieur et à l'extérieur.

*Les femmes qui subissent des violences contactent le centre antiviolence, mais ont parfois peur de contacter le service social, craignant de ne pas être bien accueillies et surtout de perdre la garde de leurs enfants à la suite des évaluations des compétences parentales dont sont chargés les services sociaux. Ces craintes sont-elles fondées ?*



**Cristina** : Oui, malheureusement, elles ont raison d'avoir peur, car elles ne trouvent pas toujours un service social formé pour affronter ces situations. Le service social ainsi que les centres antiviolences se trouvent face à une problématique importante : de plus en plus de femmes renoncent à se faire aider et renoncent à être mises en protection. L'une des raisons est que, trop souvent encore, c'est la femme qui doit quitter sa maison, abandonner tout – même rapidement – y compris son travail et ses affaires les plus personnelles. Ce n'est pas possible ! Elle est complètement déracinée de son contexte, avec un projet, un avenir encore très indéfini, incertain, car le système de protection n'est pas encore prêt à bien représenter ce que signifie cette sortie de la maison, et ce qu'il est nécessaire de faire pour y retourner le plus tôt possible.

**Letizia** : L'incapacité du service social à apporter des réponses adéquates aux femmes victimes de violence et aux hommes qui la perpétuent est une réalité qu'il est important de lire dans une perspective large pour identifier les responsables : le système politico-économique dominant, néolibéral, qui victimise d'un côté et déresponsabilise de l'autre. Cette lecture est fondamentale, sinon nous n'irons nulle part et continuerons à générer de la frustration. De nombreuses travailleuses quittent le service social, car elles ont du mal à y rester. Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire d'avoir « un regard strabique ». Celui du moment spécifique – voir et faire tout ce qui est possible pour aider les femmes – et celui du regard vers le futur, qui est une vision critique et déconstructive – que nous avons choisi d'appeler féministe – qui est la vision du *care*. Le soin non seulement de répondre à ces femmes à travers les outils que nous avons, mais aussi d'imaginer que ce monde de relations que nous considérons régénératif puisse influencer le monde et le transformer.

*Le principal dilemme que vous identifiez est celui de construire, au sein du système capitaliste et patriarcal, une intervention basée sur l'éthique du care. Autrement dit, de promouvoir le changement, avec toute sa dimension révolutionnaire, en tenant compte des limites du service social. L'une de vos réponses est l'importance de la réciprocité des relations. Qu'entendez-vous par là ?*

**Cristina** : Une dimension importante de notre parcours a été de reconnaître la dimension politique de notre travail. Le rôle politique de l'assistant-e social-e est explicité dans notre Code de déontologie, qui contient de nombreux principes et valeurs importants<sup>16</sup>. Au début, nous n'étions pas très conscientes de notre rôle politique, de notre pouvoir de favoriser le changement et de l'importance de la réciprocité, en travaillant entre femmes, pour les femmes, en valorisant les ressources de chacune.

Il est donc important de donner aux femmes un espace pour raconter leur histoire. Parce qu'aujourd'hui, le temps d'écoute est limité et très guidé : il y a beaucoup de questions

---

<sup>16</sup> Le respect du Code est contraignant pour l'exercice de la profession d'assistant-e social-e. Il indique notamment que « l'assistant social affirme les principes de défense du bien commun, de la justice et de l'équité sociale et, en promouvant la culture de la subsidiarité, de la prévention et de la santé, œuvre pour que les personnes créent des relations de réciprocité au sein des communautés auxquelles elles appartiennent » (art. 6) et à l'article 7 : « L'assistant social reconnaît le rôle politique et social de la profession [...] ». <https://cnoas.org/codice-deontologico/>

récurrentes que l'assistant-e social-e pose pour obtenir certaines réponses ; cela ne laisse pas de place au véritable récit des femmes. Il faut des questions plus ouvertes, qui ne sont souvent pas posées, par exemple : de quoi penses-tu avoir besoin ? Selon toi, comment pouvons-nous t'aider ?

**Letizia** : Une dimension de notre expérience que nous voulons raconter est celle d'être ensemble. Expérimenter un espace collectif – parler de nos activités, de nos formations, de nos contacts, mais aussi manger ensemble, prendre soin de nous à travers l'attention aux besoins de nourriture – réels et métaphoriques – qui renforcent « le regards strabique ». Un espace qui peut sembler léger – la légèreté du bien-être – où quelque chose de très substantiel grandit, quelque chose qui nous rend plus fortes. Légèreté et substantivité deviennent notre manière d'être parce que c'est un mélange dont nous nous nourrissons, parce que, comme la nourriture, c'est devenu corps. Notre corps. Dans son livre *Contra-pedagogías de la crueldad* (2018), l'anthropologue argentine Rita Laura Segato s'intéresse aux fragments de tissu communautaire qui résistent parmi les peuples autochtones en Amérique latine, de manière clandestine et secrète, car ils ne sont pas fonctionnels pour le projet historique du Capital – au lieu d'être des formes d'existence productivistes et consuméristes, ils donnent la priorité à la relation. À partir de ces fragments, dit Segato, il est possible de reconstruire les formes et les technologies de la socialité, de l'affectivité et même de la corporalité. Mais pour que cela se produise, il faut que nos rencontres contribuent à consolider, à construire quelque chose. La rencontre ne suffit pas en soi, il faut qu'elle soit accompagnée d'un travail qui permette de transmettre cette expérience collective.

### 3 RÉFÉRENCES

Lambertini, Letizia (éd.). (2023). *La capacità di trasformare il mondo. Pratiche femministe di servizio sociale*. Settenove.

Lambertini, Letizia (éd.). (2019). *La responsabilità della violenza. Un modello di intervento socioeducativo nel contrasto alla violenza contro le donne*. il Mulino.

Segato, Rita Laura. (2018). *Contra-pedagogías de la crueldad*. Prometeo Libros.

Working paper du LaReSS n° 7